

Une nouvelle sociologie pour les nouveaux mouvements sociaux

mardi 4 août 2015, par Michael Burawoy

Pour Max Weber, il était clair que l'accroissement de la rationalité formelle, qu'elle prenne la forme de la bureaucratie, de la loi ou de la démocratie de masse, ne réduit pas l'oppression économique et sociale des populations qui lui sont assujetties. Bien au contraire, la rationalité formelle, qui attribue des droits égaux à tous, perpétue les injustices qu'ils subissent. La seule façon de le contester, dit Weber, est d'agir par des moyens informels – ce qu'il appelle parfois « Kadi-justice ». Mais ces moyens informels, qu'il s'agisse de l'opinion publique ou de l'action collective, sont manipulés et mis en scène par en haut. Weber était très méfiant vis-à-vis de ce que nous appellerions aujourd'hui les mouvements sociaux, qu'il considérait comme l'effet d'une « masse incohérente », entraînée par des « sentiments irrationnels ». Sa théorie de l'action collective appartient à cette première vague de la théorie du mouvement social, qui va de Durkheim et Weber à Smelser et Parsons, pour qui l'action collective était une réaction irrationnelle au changement social.

La deuxième vague de la théorie du mouvement social, en s'appuyant sur le marxisme, a considéré que les mouvements sociaux agissaient de façon rationnelle en défendant leurs intérêts hors de la politique parlementaire, et qu'ils ont réussi, dans la mesure où ils ont pu développer des ressources et un cadrage stratégique approprié pour atteindre leurs objectifs. Les sociologues étaient alors à la recherche d'une théorie générale de l'action collective – une théorie invariante dans le temps et l'espace – qui laisserait à l'arrière-plan le contexte social, politique et économique. C'est la théorie des « nouveaux mouvements sociaux », associée à des auteurs comme Alain Touraine, qui pour la première fois a considéré que le contexte – dans son cas, la société postindustrielle, ou société programmée – définissait la forme de l'action collective.

Aujourd'hui, il nous faut développer une troisième vague de la théorie du mouvement social qui prenne en compte un nouveau contexte, celui du « néolibéralisme » - ce concept flou qui exprime l'invasion par les marchés de toutes les sphères de la vie sociale et politique. Afin de comprendre les mouvements contemporains pour la justice sociale et économique, il faut d'abord définir le « néolibéralisme ». Je vais prendre à cet effet *La Grande transformation* de Karl Polanyi comme point de départ. Mais d'abord, permettez-moi d'explorer la façon dont la marchandisation déclenche des mouvements pour la justice sociale.

De la marchandisation aux nouveaux mouvements sociaux

La justice sociale et la démocratisation sont des thèmes particulièrement pertinents en Amérique latine, qui a été

pendant tant d'années gouvernée par des dictatures militaires. La transition vers la démocratie, pour laquelle tant de gens ont courageusement lutté, a été une avancée majeure et incontestable. Mais la démocratie n'a pas tenu ses promesses, notamment parce que, du fait des politiques d'ajustement structurel, la chute de la dictature politique a été suivie par une autre dictature, celle du marché. Dans son sillage, sont venues par vagues les injustices et les inégalités, qui ont poussé les Latino-américains, et les sociologues, à se battre pour une démocratie plus authentique. On le voit par exemple dans les processus de budget participatif au Brésil, dans le mouvement des *piqueteros* et les occupations d'usine en Argentine, dans la démocratie ethnique en Bolivie, dans le mouvement étudiant au Chili. Des luttes opiniâtres ont été menées pour contrer le fondamentalisme de marché par de nouvelles formes de démocratie participative.

Cette histoire latino-américaine des trente dernières années se répète désormais à travers le monde en réponse à l'envahissement silencieux des marchés, notamment dans le monde arabe, où l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 a suscité des soulèvements en Tunisie, Égypte, Yémen, Libye, Syrie et Bahreïn. Au mot d'ordre de « pain, liberté et justice sociale », ces soulèvements peuvent avoir été révolutionnaires dans leurs exigences, mais ils n'ont pas produit les résultats qu'ils recherchaient. En Égypte, la révolte nationale a débouché sur une démocratie fragile qui a ensuite été prise en otage par les militaires. Aussi difficile qu'ait été le renversement des dictatures, les vrais problèmes ont commencé seulement après, des problèmes avec lesquels l'Amérique latine s'est débattue pendant plus de trois décennies.

En partie inspirés par ces mouvements, les indignés d'Europe du Sud se sont opposés aux politiques d'austérité imposées par les partis de gouvernement et pilotées par les institutions

financières régionales et internationales. 2011 et 2012 ont vu une vague de protestations remarquables qui s'appuyaient sur les syndicats au Portugal, sur des courants politiques anarchistes en Espagne, sur le populisme à la Bepe Grillo en Italie, sur des grèves générales massives en Grèce, mais avec aussi la néo-fasciste Aube dorée – donc des réponses fort différentes à l'insécurité économique, au chômage, la dette, à la dépossession.

Le mouvement Occupy, en campant dans les espaces publics, a ciblé le 1 % qui dirige l'économie mondiale. Le mouvement a commencé à Zuccotti Park, en visant Wall Street, la place forte du capital financier, puis s'est étendu dans tous les États-Unis, a voyagé en Europe, en Amérique latine et en Asie. En Inde, par exemple, les paysans ont combattu contre la dépossession instaurée par des accords imbriquant le capital financier et l'État indien dans la création de zones économiques spéciales, dont beaucoup sont maintenant moribondes. Dans la Chine d'aujourd'hui, le moteur de la croissance n'est plus le flux de travail à bon marché des migrants vers les villes, mais l'appropriation des terres et la spéculation immobilière pour l'urbanisation des zones rurales. À nouveau des révoltes, sans doute moins visibles, se répandent à travers toute la Chine rurale, même si, jusqu'à présent, elles n'ont pas réussi à bloquer la formation d'une classe de rentiers. Des luttes similaires sont fréquentes en Amérique latine, où l'expansion de l'industrie minière internationale a déplacé les populations, mais aussi pollué l'eau et l'air.

Enfin, n'oublions pas le mouvement étudiant, le plus spectaculaire étant celui du Chili, qui a lutté contre la marchandisation de l'éducation à tous les niveaux. Dans l'un des pays les plus inégalitaires, les étudiants sont l'avant-garde d'une société étranglée par l'accumulation des dettes privées. On observe des luttes similaires en Angleterre, où les étudiants ont fait face à la flambée des frais, mais aussi à travers l'Europe où la financiarisation et la déréglementation commencent à détruire ce qui était autrefois les bastions de l'enseignement public. En Argentine, l'université publique survit, comme héritage de la Révolution de Cordoba en 1918 qui a ouvert l'éducation publique à tous : admission libre, pas de frais d'inscription, élection démocratique des administrateurs. Elle survit encore aujourd'hui en Amérique latine, où les mouvements d'étudiants sont forts, mais souvent au prix de la dégradation de l'enseignement supérieur.

Ces mouvements et d'autres ont-ils quelque chose en commun qui justifierait de parler d'eux comme exprimant une époque historique ? Ou doivent-ils être considérés chacun isolément, comme reflet de contextes locaux ou nationaux plutôt que mondial ? Dans cet article, j'essaie de les relier à la montée de la marchandisation, un processus inégal qui concerne le monde entier. Mais, tout d'abord, peut-on détecter un ensemble de répertoires convergents qui nous permettrait d'identifier une vague de protestation dotée de singularité ?

Répertoires politiques communs

Ces nouveaux mouvements sociaux peuvent être des réponses à l'injustice sociale découlant de différentes formes et dimensions de la marchandisation, mais ils gagnent leur signification et leur conscience dans l'arène politique. Leur poursuite d'objectifs politiques, cependant, est marquée par leurs origines économiques. Examinons quelques-unes des caractéristiques qu'ils partagent.

D'abord, ils ont en commun ce qui les différencie. Ils ont tous une spécificité nationale, que ce soit une lutte contre la dictature, contre l'austérité ou contre la privatisation de l'éducation. Ils sont déterminés par des terrains politiques nationaux, qui présentent des traits régionaux – Europe du Sud, Moyen-Orient, Amérique latine, Asie du Sud-Est, etc. Pourtant, dans le même temps, ces mouvements sont également connectés à l'échelle mondiale, que ce soit par les médias sociaux ou des ambassadeurs itinérants. Même si leur cadre de référence est généralement national, ces mouvements sont devenus une source d'inspiration les uns pour les autres.

Deuxièmement, ils partent d'une inspiration commune, l'idée que la démocratie électorale a été prise en otage par le capitalisme, ou plus précisément le capital financier. Les gouvernements sont redevables envers la finance, ce qui paralyse effectivement la démocratie électorale – capitaliste en contenu et démocratique dans la forme. Selon les termes de Zygmunt Bauman (2007), il y a une séparation entre pouvoir et politique, où le pouvoir est concentré dans le *nexus* État-capital, tandis que la politique électorale est réduite à un rituel inefficace.

Troisièmement, les mouvements rejettent la démocratie formelle pour adopter la démocratie directe, parfois appelée « politique préfigurative », qui implique des connexions horizontales autant que des luttes verticales. Les assemblées générales de la démocratie participative ont été la base cellulaire de la plupart de ces mouvements. Le défi est donc d'apporter une unité et une vision plus large à ces luttes autonomes et souvent isolationnistes. Elles ont eu des succès inégaux dans leurs tentatives de se connecter à des publics plus larges au-delà de moments éphémères.

Quatrièmement, bien que les connexions virtuelles aient été très utiles, ces mouvements ont rendu l'ancrage dans des espaces concrets encore plus nécessaire. Pour être efficace, la communication virtuelle a besoin de son complément – les points de rassemblement dans l'espace public –, Zuccotti Park à New York, la place Catalunya à Barcelone, la place Tahrir au Caire, la place Taksim à Ankara, etc. Ces points de rassemblement sont cruciaux pour établir des communautés denses et créatives et pour imaginer des actions nouvelles et inédites. Les réseaux sociaux deviennent un outil essentiel, mais auxiliaire, de la communication.

Enfin, et cinquièmement, l'occupation des espaces publics a rendu les mouvements sociaux vulnérables à une répression

sévère de la police, souvent, mais pas toujours, soutenue par l'armée. Cette répression est cohérente avec la destruction généralisée du public et la valorisation du privé, mais elle a suscité un jeu du chat et de la souris entre les mouvements et la police. Ces mouvements ne vont pas disparaître. Ils sont une forme de « protestation liquide » qui ne disparaît ici que pour réapparaître ailleurs. On doit les considérer comme partie d'un mouvement mondial connecté, relié par les médias sociaux qui fournissent les outils d'une réorganisation et d'une flexibilité permanente. La crainte de la coercition a cédé la place au désespoir et à la colère.

L'hypothèse de cet article est que ces mouvements sociaux peuvent en effet être compris comme une réponse différenciée à la marchandisation, devenue une caractéristique de notre époque. Nous avons besoin, en d'autres termes, d'une nouvelle sociologie des mouvements, qui rende compte non seulement des répertoires politiques qu'ils déploient, mais aussi des pressions de la marchandisation auxquelles ils répondent. En outre, une telle sociologie devrait avancer une vision unificatrice pour ces mouvements, une vision dont ils ont tant besoin pour se retrouver dans un projet commun. Enfin, dans le cadre de la marchandisation qui est notre objet d'étude, la sociologie se trouve elle-même soumise aux pressions de la marchandisation. Nous devons abandonner la prétention à nous situer au-dessus de la société, et reconnaître explicitement que nous faisons partie du monde que nous étudions et que nous n'avons pas d'autre alternative que de prendre parti. Si nous ne le faisons pas, la sociologie perdra toute pertinence et disparaîtra. La marchandisation sape les conditions de notre propre existence comme celles de la société, et nous avons besoin de relier les deux avant qu'il ne soit trop tard – *la sociologie devient un mouvement social*. Prenons ces défis chacun à leur tour.

Une nouvelle sociologie des mouvements sociaux

Tout comme Charles Tilly (2003) disait que le monde regorgeait de griefs, nous pouvons affirmer aujourd'hui que le monde regorge de mouvements sociaux. Le problème n'est pas leur existence mais leur persistance, qui ne peut être comprise que par l'exploration de leurs origines et de leur contexte. Nous devons nous tourner vers la société dont elles émanent ; nous avons besoin de (re)tourner vers les théories de l'action collective qui les considèrent comme enracinés dans la société au sens large. Alain Touraine et ses collaborateurs ont insisté sur l'enracinement des « nouveaux mouvements sociaux » des années 1960 et 1970 dans la société post-industrielle, accordant aux mouvements la possibilité de fabriquer leurs propres mondes. Ces mouvements transcendaient la poursuite d'intérêts matériels, caractéristique des anciens mouvements sociaux (en particulier, le mouvement ouvrier). Les « nouveaux » mouvements sociaux d'aujourd'hui, cependant, sont aux prises non pas avec le post-industrialisme, mais avec la dévastation de la société causée par le fondamentalisme du marché, qui affecte

l'ensemble de la planète et non certaines sociétés spécifiques, quoique cette dévastation conserve à chaque fois une coloration nationale. Pour comprendre le lien entre les mouvements sociaux d'aujourd'hui et la marchandisation non régulée, je propose de se tourner vers *La Grande transformation* de Karl Polanyi.

Écrit en 1944 pour expliquer la persistance du capitalisme sans nier son caractère problématique, *La Grande transformation* peut être considérée comme une révision du *Manifeste communiste* écrit un siècle plus tôt. Polanyi fait valoir que l'expérience de la marchandisation est plus profonde et immédiate que l'expérience de l'exploitation, laquelle, comme Marx lui-même l'a fait valoir, était dissimulée à ceux qui étaient censés se rebeller contre elle. En effet, Polanyi prend plus au sérieux la théorie du fétichisme de la marchandise, selon laquelle l'échange sur le marché obscurcit ses liens avec la production, que Marx, qui pensait que ces illusions se dissoudraient dans la lutte de classes. Pour Polanyi, la source de la résistance se trouve dans le marché plutôt que dans la production. L'expansion du marché non régulé menace de détruire la société qui réagit en état de légitime défense, ce qu'il appelle le contre-mouvement contre le marché.

Une des vertus de la théorie de Polanyi, comme de celle de Marx, est qu'elle relie l'expérience locale des individus aux mouvements systémiques mondiaux du capital à travers une série de niveaux intermédiaires. La clé de voûte de la connexion réside dans l'idée de la marchandise fictive – un facteur de production qui, lorsqu'il est soumis à des échanges non régulés, perd sa valeur d'usage. Pour Polanyi, le travail est une marchandise fictive, comme la terre et l'argent. Aujourd'hui, ces facteurs de production sont soumis à une marchandisation sans précédent que même Polanyi n'avait jamais prévue.

Lorsque le travail est soumis à l'échange non régulé, c'est-à-dire quand il est marchandisé, embauché et licencié sans aucune protection, lorsque le salaire tombe en dessous du coût de la reproduction de la force de travail, quand le travailleur ne peut pas développer les compétences tacites nécessaires à toute production, alors la valeur d'usage du travail s'effondre elle aussi.

« Car la prétendue marchandise qui a nom 'force de travail' ne peut être bousculée, employée à tort et à travers, ou même laissée inutilisée, sans que soit également affecté l'individu humain qui se trouve être le porteur de cette marchandise particulière. En disposant de la force de travail d'un homme, le système disposerait d'ailleurs de l'entité physique, psychologique et morale 'homme' qui s'attache à cette force. Dépouillés de la couverture protectrice des institutions culturelles, les êtres humains périraient, ainsi exposés à la société ; ils mourraient, victimes d'une désorganisation sociale aiguë, tués par le vice, la perversion, le crime et l'inanition. » (Polanyi, [1944]).

Le problème, par conséquent, n'est pas l'exploitation, mais la marchandisation. En effet, comme Guy Standing (2011) l'a

brillamment démontré, le problème aujourd'hui est la disparition de l'exploitation garantie, et, à sa place, la montée de la précarité, non seulement au sein du prolétariat, mais en haut de la hiérarchie des compétences. La précarité fait partie de l'expérience vécue derrière tous les mouvements contemporains – des soulèvements arabes aux indignés, d'Occupy aux mouvements étudiants.

Une des conditions pour la marchandisation de la force de travail est la dépossession de l'accès à d'autres moyens de subsistance, c'est-à-dire l'élimination de toutes les garanties sociales – y compris la législation sur le salaire minimum, l'indemnisation du chômage et les pensions, mais aussi l'accès à la terre. Tout comme la séparation du travail et de la terre provoque la marchandisation du travail, elle entraîne également la marchandisation de la terre, qui, selon Polanyi, menace aussi la viabilité de l'espèce humaine. « La nature serait réduite à ses éléments, les quartiers et paysages souillés, les rivières polluées, la sécurité militaire compromise, le pouvoir de produire de la nourriture et des matières premières détruites. » (Polanyi, [1944]).

« On pourrait facilement élargir l'argument économique pour y faire entrer les conditions de sécurité attachées à l'intégrité du sol et de ses ressources, telles que la vigueur et la force vitale de la population, l'abondance des réserves alimentaires, la quantité et le caractère des matériaux de défense, et même le climat du pays qui pourrait souffrir du déboisement, de l'érosion, des cuvettes de poussière stériles, conditions qui dépendent toutes, en fin de compte, du facteur terre, mais dont aucune ne répond au mécanisme de l'offre et de la demande du marché. » (Polanyi [1944]).

Ces commentaires prémonitoires soulignent l'incapacité des marchés à défendre l'intégrité de la nature et s'accordent bien avec des arguments récents selon lesquels le changement climatique représente l'un des plus grands échecs du marché. S'agissant du pillage de la nature, l'effet destructeur des marchés a conduit à une série de luttes, en particulier dans les pays du Sud, des mouvements de sans terre en Amérique latine à l'insurrection populaire contre les zones économiques spéciales en Inde, jusqu'aux protestations contre la spéculation foncière et l'expropriation en Chine. Partout dans le monde, l'extraction des ressources naturelles a provoqué l'opposition militante des communautés dont les moyens de subsistance sont menacés. Ces conflits se déroulent aussi au sein des villes, contre des processus tels que la gentrification et les projets de « ville mondiale », qui impliquent l'expulsion des pauvres de leurs maisons. La marchandisation de la terre doit de façon plus générale s'entendre comme la marchandisation de la nature, la marchandisation de l'eau qui a provoqué des guerres de l'eau dans des pays aussi éloignés l'un de l'autre que l'Afrique du Sud et la Bolivie, des révoltes contre les solutions de marché au changement climatique, le fameux marché du carbone, et plus récemment contre l'extraction de combustibles fossiles par fracturation.

Polanyi considérait l'argent comme une troisième marchandise

fictive. Pour Polanyi l'argent est ce qui rend l'échange de marché possible, mais quand il devient lui-même l'objet d'échange, lorsque le but de l'échange est de faire de l'argent avec de l'argent, alors sa valeur d'usage comme moyen d'échange est menacée. « Et pour finir, l'administration du pouvoir d'achat par le marché soumettrait les entreprises commerciales à des liquidations périodiques, car l'alternance de la pénurie et de la surabondance de monnaie se révélerait aussi désastreuse pour le commerce que les inondations et les périodes de sécheresse l'ont été pour la société primitive. » (Polanyi, 1944). Polanyi était particulièrement préoccupé par le fait que des taux de change fixes entre les monnaies organisées par l'étalon-or créeraient des rigidités économiques au sein des économies nationales, alors que la fin de l'étalon-or installerait le chaos et l'incertitude radicale. Aujourd'hui, nous voyons comment le capital financier redevient une source importante de profit, pour de l'argent avec de l'argent, que ce soit par la micro-finance, les prêts aux États-nations, les prêts aux étudiants ou les cartes de crédit. L'extraordinaire expansion de la dette provoque inévitablement des bulles, et tout aussi inévitablement leur éclatement. Le gonflement de la dette intensifie en outre l'insécurité et la paupérisation, et alimente les protestations des 99 % dans le monde entier.

Il y a une quatrième marchandise fictive – la connaissance – dont Polanyi n'a pas tenu compte. Les théoriciens de la société postindustrielle, par excellence Daniel Bell (1976), ont reconnu la connaissance comme un facteur de production toujours plus important qui place l'université au cœur du système productif. Mais Bell n'a pas anticipé la façon dont la production et la diffusion de la connaissance seraient marchandisées, conduisant l'université à vendre ses connaissances au plus offrant, orientant la recherche vers les intérêts privés plutôt que publics, transformant les étudiants en des clients qui paient des frais sans cesse croissants pour acquérir des connaissances utilitaires. L'université se réorganise comme une entreprise qui maximise son profit non seulement par l'augmentation de ses revenus, mais en dégradant sa main-d'œuvre par la réduction des effectifs de professeurs permanents, le recours croissant à des professeurs-adjoints à bas salaire (que l'université elle-même produit), la sous-traitance des services, tout en recrutant abondamment gestionnaires et managers. Les protestations des milieux universitaires, du Chili à Québec, étudiants ou professeurs – se focalisent sur la privatisation et la distorsion de la production et de la diffusion provoquée par la marchandisation.

Les mouvements sociaux contemporains, par conséquent, peuvent être interprétés à travers le prisme de ces quatre produits fictifs – par la création de la marchandise fictive via différentes formes de *dépossession*, par la réduction de la marchandise fictive à un *objet d'échange* qui réduit à néant sa finalité couramment admise, et par les nouvelles formes d'*inégalités* que produit la marchandisation. Tout mouvement peut s'organiser dans le domaine politique, mais sa force motrice réside dans l'expérience de l'articulation de ces différentes marchandisations. Il n'y a pas de relation exclusive entre un mouvement social et une marchandise fictive donnée,

mais chaque mouvement est le produit de la relation entre ces marchandisations fictives. Durant les quarante dernières années, la marchandisation s'est intensifiée et a pénétré de plus en plus profondément au cœur de la vie humaine. La vague de protestations qui a surgi pour contester ce cycle de marchandisation, cependant, ne forme pas encore un contre-mouvement polanyien qui puisse contenir ou inverser le processus. Pour cela, il faudrait qu'existe une bien plus grande conscience de soi et une vision commune parmi les participants, ce qui appelle une sociologie des mouvements sociaux.

La théorie de Touraine (1988) des nouveaux mouvements sociaux est aussi une théorie pour les mouvements sociaux. Au centre de sa refonte de la théorie sociologique, se trouvaient les mouvements sociaux qui faisaient l'histoire eux-mêmes, ce qu'il appelait l'historicité. Le sociologue n'était plus en surplomb de la société à étudier les lois objectives du changement, mais au sein même de la société, à stimuler la conscience de soi des mouvements dans leur action sur l'histoire. Cela reflète une période – le post-industrialisme – où l'on avait confiance dans la capacité de l'action humaine à façonner l'histoire, que ce soit par l'État ou la société civile. Il y avait un optimisme sous-jacent selon lequel on espérait apprivoiser le cheval sauvage galopant du capitalisme et le diriger vers des finalités humaines. Tout cela a disparu. Nous vivons maintenant dans une ère où les marchés fous dévastent tout ce qui se trouve sur leur chemin. Une sociologie des mouvements sociaux doit commencer par la compréhension de cette période de marchandisation sans contrainte.

Nous devons, par conséquent, resituer les marchandises fictives de Polanyi au sein d'un cadre plus large de l'histoire du capitalisme. *La Grande transformation* développe un argument sur les dangers de l'expansion du marché, conduisant à une réaction de la société qui peut avoir un caractère progressiste (la social-démocratie, le New Deal) ou bien réactionnaire (le fascisme et le stalinisme). Ainsi, l'histoire que raconte Polanyi est celle d'une longue période d'expansion du marché, à partir de la fin du XVIII^e siècle, qui détruit progressivement la société, suscitant une réaction d'auto-défense de cette société, assurée par un contre-mouvement dirigé par les États qui régulent le marché en réponse à la crise économique des années 1930 – incluant les régimes de la social-démocratie et du New Deal aussi bien que le fascisme et le stalinisme. Il ne pouvait pas imaginer que l'humanité oserait se risquer à expérimenter une autre vague de fondamentalisme de marché. Pourtant, c'est exactement ce qui s'est passé à partir du milieu des années 1970, à l'échelle mondiale, sans négliger pratiquement aucun espace sur la planète. L'inquiétude croissante concernant la mondialisation reflète cette portée mondiale des marchés.

Mais il est important de se rappeler qu'il ne s'agit pas de la première vague de la marchandisation. En fait, l'histoire que raconte Polanyi suggère que ce n'est pas la deuxième, mais la troisième vague. Là où il a vu une seule vague qui s'étendrait sur un siècle et demi, nous pouvons maintenant discerner deux vagues, l'une qui progresse dans la première moitié du XIX^e siècle et est refoulée par le mouvement syndical dans la seconde

moitié, puis une deuxième qui avance après la Première Guerre mondiale et est stoppée par l'intervention de l'État depuis les années 1930 jusqu'aux années 1970, lesquelles ont à leur tour inauguré une troisième vague de marchandisation qui n'a pas encore été contenue. Ces ondes de marchandisation s'approfondissent à mesure qu'elles s'étendent, mais elles impliquent des combinaisons différentes entre les diverses marchandises fictives. Le contre-mouvement suite à la marchandisation de la première vague au XIX^e siècle a été dominé par la lutte pour démarchandiser le travail. En Angleterre (sur laquelle Polanyi écrit) cela prit la forme du mouvement des fabriques, des coopératives, de l'owenisme, du syndicalisme et du Parti travailliste. Les luttes locales se sont diffusées, ont fusionné et ont induit des changements réels dans les politiques de l'État.

Graphique : Trois vagues de marchandisation et leurs contre-mouvements



Le succès du travail a conduit à une crise du capitalisme, résolue par les stratégies impérialistes et la Première Guerre mondiale, elle-même suivie par une offensive du capital, conduisant à la *remarchandisation* du travail. L'assaut du marché a conduit à un relâchement des contraintes sur le commerce international imposées par l'étalon-or, relâchement qui, à son tour, a conduit à une inflation incontrôlable et au renouveau des luttes de classes. Le résultat a été une variété de régimes qui visaient à réglementer les marchés par l'extension des droits sociaux et des droits du travail.

Ces régimes sociaux-démocrates, fascistes ou soviétique ont duré jusqu'au milieu des années 1970, où ils ont fait face à un regain d'agressivité du capital, non seulement contre les protections que le travail avait conquises, mais aussi contre la régulation étatique de la finance, notamment via le démantèlement du système de Bretton Woods. En effet, nous pouvons voir comment l'offensive contre le travail menée sur toute la planète, mais surtout dans le Nord, a conduit à une crise de surproduction, qui n'a pas conduit à un renouveau du keynésianisme, mais à la financiarisation de l'économie par la création de nouvelle monnaie, qui a pu être attribuée à des personnes sous la forme de crédit (cartes de crédit, prêts étudiants, et surtout les prêts hypothécaires à risque), mais

aussi aux entreprises et aux pays produisant des niveaux d'endettement sans précédent. La bulle a éclaté quand les débiteurs – particuliers, entreprises ou pays – n'ont pas pu honorer le paiement des intérêts. Il y avait peu de limites à ce que le capital financier pouvait marchandiser – des matières premières à l'eau, de la terre à l'air –, ce qui a créé la catastrophe environnementale que la planète affronte aujourd'hui. La création de nouveaux marchés des droits à polluer et à détruire l'atmosphère – les marchés dits du carbone – ne s'est pas révélée être une solution, mais une façon de faire du profit grâce à l'approfondissement de la crise écologique.

La troisième vague de marchandisation est allée bien plus loin que la deuxième dans la marchandisation du travail, de la nature et de l'argent. Pour transformer quelque chose en marchandise, il faut d'abord la couper de ses bases sociales et politiques. Le travail devait être coupé de ses soutiens étatiques, les paysans dépossédés de l'accès à leurs terres, les gens dépossédés de l'accès à leur propre corps (de sorte que leurs organes puissent être vendus). Cette dépossession nécessite, en résumé, l'escalade de la violence perpétrée par les États au nom du capital, et le déploiement direct de la violence par le capital. La violence est au cœur de la troisième vague de marchandisation d'une manière que jamais Polanyi n'avait imaginée.

En outre, Polanyi n'a pas et ne pouvait pas prévoir la quatrième marchandise fictive – la connaissance. Aujourd'hui, ce qui était un bien public – par exemple les connaissances produites à l'université étaient accessibles à tous – est en passe de devenir un bien privé. La production et la diffusion des connaissances à l'université ont été marchandisées à la suite du retrait forcé des financements publics. Avec des exceptions importantes dans des pays comme le Brésil, l'Inde et la Chine, l'université a dû s'autofinancer en vendant les connaissances qu'elle produit à l'industrie (la collaboration croissante des sciences pharmaceutiques et bio-médicales), en recherchant des fonds de donateurs et d'anciens élèves, et surtout par une augmentation exponentielle des frais de scolarité. Les grandes universités du monde entier ne rendent plus de comptes à des intérêts locaux et nationaux, elles sont soumises à des systèmes mondiaux de classement qui les obligent à suivre les normes des universités les plus riches des États-Unis. Ce programme de rationalisation transforme chaque université en une marque commerciale digne ou non d'investissement, œuvrant main dans la main avec la marchandisation de la production et la diffusion des connaissances qui, à leur tour, génèrent de nouvelles stratégies de marchandisation du travail, de la nature et de la finance.

La question est maintenant de savoir si l'expansion du marché va engendrer son propre contre-mouvement. Elle engendre bien sûr divers mouvements réactifs, mais quand et comment ils vont converger pour former un contre-mouvement est une question entièrement différente. Pour cela, nous devons développer une sociologie qui aide à leur interconnexion – une sociologie fondée sur la relation entre l'accumulation capitaliste et l'expansion du marché. Ce que je présente ici, ce sont des briques pour la construction d'une telle théorie – la spécificité de la troisième

vague de marchandisation comme cause sous-jacente des mouvements sociaux, troisième vague comprise comme l'articulation de quatre marchandises fictives - travail, nature, finance et connaissance.

La sociologie comme mouvement social

En introduisant cette quatrième marchandise fictive – la connaissance – je désigne la transformation des conditions de production de la connaissance. L'autonomie de l'université s'évapore rapidement face à sa marchandisation. Nous, universitaires, ne pouvons plus faire semblant de surplomber la société, qui serait l'objet externe de notre analyse. Les universitaires sont irrévocablement au sein de la société, et nous devons par conséquent décider de quel côté nous sommes. Les disciplines qui sont le mieux à même d'exploiter les possibilités du marché sont celles qui en bénéficient – les sciences bio-médicales, l'ingénierie, le droit et les écoles de commerce – et elles acquièrent l'influence la plus puissante au sein de l'université, au détriment des sciences sociales et humaines.

Les sciences sociales, cependant, ne forment pas un bloc homogène. Ironiquement, l'économie a créé la justification idéologique de fondamentalisme du marché, la force même qui est en train de détruire l'université comme espace dédié à la libre recherche de la connaissance. La science politique, préoccupée par l'ordre politique, aspire désormais à une extension de l'économie, ce qui reflète la collusion de plus en plus étroite entre les marchés (surtout financiers) et les États-nations. Bien sûr, il y a des dissidents dans les deux champs, et ils jouent un rôle important, mais la tendance dominante est la domination du fondamentalisme de marché et l'adhésion à l'utilitarisme. La sociologie, elle non plus, n'a pas échappé à des tentatives pour la transformer en une branche de l'économie, mais la tradition anti-utilitariste en sociologie est si bien ancrée, de Marx, Weber et Durkheim jusqu'à Parsons, Bourdieu, le féminisme et la théorie postcoloniale, que les modèles économiques n'ont pas véritablement percé.

Ce n'est d'ailleurs pas si surprenant, car la sociologie est née avec la société civile, cet espace d'institutions, d'organisations et de mouvements qui ne font partie ni de l'État, ni de l'économie. Mais il faut se garder d'idéaliser la société civile comme s'il s'agissait d'une totalité solidaire, cohérente, exempte d'exclusions, de dominations et de fragmentations. C'est un Janus : elle peut aider l'expansion du marché et de l'État, mais elle peut aussi entraver ou, au moins, contenir leur expansion. Le point de vue spécifique de la sociologie, celui de la société civile, la conduit à examiner l'économie et l'État en tant qu'ils impactent la société civile, et celle-ci en tant qu'elle est au soubassement de l'économie et de l'État. Comme la société civile, la sociologie a deux visages. D'un côté, elle examine les conditions sociales de l'existence des marchés et des États. De l'autre, avec des disciplines voisines comme l'anthropologie et la géographie, elle peut également prendre une position critique contre l'expansion non régulée du *nexus* État-marché.

Dans le cadre de la rationalisation et de la marchandisation de l'université, la sociologie est une discipline dont le point de vue, celui de la société civile, permet de cultiver une communauté de discours critiques sur la nature même de l'université moderne, mais aussi de dialoguer avec des publics au-delà de l'université, et de rendre des comptes à ces publics sans sacrifier aucunement l'engagement dans la recherche scientifique. La membrane séparant l'université de la société devient de plus en plus mince : si nous échouons à contrebalancer la marchandisation de l'université, cette dernière sera détruite sous sa forme actuelle. C'est en ce sens que nous devons penser la sociologie comme un mouvement social autant que comme une discipline scientifique qui appelle un engagement critique dans le monde. Pour soutenir ce double rôle contradictoire, la discipline doit développer ses propres mécanismes de dialogue interne, au niveau local dans les universités, au niveau national, mais surtout au niveau mondial. Construire une telle sociologie globale nécessite le développement d'une infrastructure mondiale qui favorise le dialogue et la sensibilisation, qui produise une troisième vague de sociologie pour relever les défis

théoriques et pratiques de la troisième vague de marchandisation, et pour mettre fin à la troisième guerre mondiale qui est menée contre les communautés politiques partout sur la planète.

Références

- Bauman Zygmunt, *Le présent liquide*, Seuil, 2007.
- Bell Daniel, *Vers la société post-industrielle*, Robert Laffont, 1976.
- Polanyi Karl, *La Grande transformation : Les origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Gallimard, 1983.
- Standing Guy, *The Precariat - the new dangerous class*, Ed. Bloomsbury, 2011.
- Tilly Charles, Tarrow Sidney, *Politique(s) du conflit, De la grève à la révolution*, Presses de Sciences Po, 2003.
- Touraine Alain, *Le retour de l'acteur*, Fayard, 1984.